



L'Europe aux Européens : les tentatives fédéralistes de s'implanter à l'Est dans l'après-guerre, 1945-1947

Bertrand Vayssière

► To cite this version:

Bertrand Vayssière. L'Europe aux Européens : les tentatives fédéralistes de s'implanter à l'Est dans l'après-guerre, 1945-1947. Une Europe malgré tout, Sep 2003, Coppet, Suisse. pp.205-222. hal-00749073

HAL Id: hal-00749073

<https://hal.science/hal-00749073>

Submitted on 6 Nov 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Europe aux Européens : les tentatives fédéralistes de s'implanter à l'Est dans l'après-guerre, 1945-1947

BERTRAND VAYSSIÈRE, UNIVERSITE TOULOUSE II-LE MIRAIL.

Les débats fédéralistes sont intenses au sortir de la guerre, et sont, par leur esprit et leur contenu, fortement marqués par l'esprit de la Déclaration des Résistances européennes de juillet 1944¹. Ceux qui sont tenus lors de la conférence de Paris (mars 1945), point d'orgue du premier rapprochement entre organisations de divers pays sous la coupe du Comité français pour la fédération européenne (dont font partie des hommes d'horizons politiques fort différents, tels que Albert Camus, John Hynd, Altiero Spinelli ou Willy Eichler) affichent un bel optimisme². L'espoir, alors que la guerre n'est même pas terminée, est de mise, et autorise les orateurs à penser qu'une reconstruction à l'échelle mondiale est possible³. A l'issue de cette rencontre, les fédéralistes, de tous bords et de tous pays, expriment le vœu de créer une structure cohérente, permettant de faire enfin entrer leur doctrine par la grande porte du militantisme. Cependant, à cette volonté d'unification qui semble annoncer un tournant, s'oppose le fait que la doctrine fédéraliste n'est toujours pas uniforme. De plus, la vision européenne telle qu'elle est défendue dans les premiers congrès fédéralistes de l'après-guerre s'appuie sur une lecture très vague des événements politiques internationaux, l'année 1946 et la première moitié de l'année 1947 laissant encore espérer la continuation de la Grande Alliance. Bien entendu, personne n'ignore la radicalisation des relations Est-Ouest, mais on est encore dans un « entre-deux » qui autorise certains espoirs.

Les fédéralistes font encore partie de ceux qui osent envisager pour le vieux continent une voie médiane : l'espérance d'une « Europe - Troisième Force » persiste. Celle-ci suppose, sans que jamais soit vraiment employé le terme, une formule neutraliste. Les perspectives vont bien sûr évoluer avec la proposition Marshall, les fédéralistes n'échappant pas au choix cornélien que ce dernier impose. Pourtant, pendant deux années, ils vont agir dans la lancée des plans élaborés dans la Résistance, en ignorant un contexte qui remet quotidiennement en cause, et de manière de plus en plus dramatique, les espoirs formulés pendant la guerre. Parmi ces espoirs, la possibilité de bâtir un toit commun à l'ensemble des Européens, au-delà des clivages politiques traditionnels. C'est ainsi que, malgré la dégradation de plus en plus radicale des relations entre l'Est et l'Ouest, des contacts vont être noués de part et d'autre d'un rideau de fer encore en pointillés et que, poussés en apparence par le vent de l'Histoire, les fédéralistes vont bientôt se retrouver à la traîne de celle-ci. Ce décalage n'est-il pas une nouvelle illustration du manque de substance politique de l'europhisme, autrefois mis hors jeu par le grand courant des nationalismes, désormais instrumentalisé dans la lutte des grands ensembles idéologiques dont la guerre a accouché ?

Griefs historiques des fédéralistes contre le communisme

Des querelles idéologiques déjà anciennes

Le débat autour du mot « Révolution »

La Résistance donne à ses membres une aura certaine au moment de la Libération, dont tout le monde ne profite pas au même niveau : l'implication des communistes donne à ces derniers un prestige indéniable, qui se résume par l'expression « parti des fusillés »⁴. Non seulement les fédéralistes, défenseurs d'une doctrine méconnue et non encore organisée, ne peuvent se targuer d'un

¹ Bertrand VAYSSIÈRE, « Les origines italiennes du fédéralisme européen pendant la seconde guerre mondiale », *Revue d'histoire de l'intégration européenne*, 8, n°1, 2002, pp. 37-60.

² Compte rendu de la conférence fédéraliste de Paris, les 22-25 mars 1945, fonds Altiero Spinelli [dorénavant AS] 7, Archivi storici delle Comunità Europee, Florence [dorénavant ASCE], p. 1.

³ Compte rendu, p. 1.

⁴ Expression fortement critiquée, dès 1944, par Ernesto Rossi, cofondateur avec Spinelli du Movimento federalista europeo : fonds Walter Lipgens [dorénavant WL] 27, ASCE.

tel pedigree, mais encore ils ne peuvent, par contrecoup, se réclamer d'un quelconque anticommunisme au sortir de la guerre, le besoin d'une « révolution » faisant par ailleurs également partie de leurs convictions. Ainsi que l'écrit le premier président de l'Union européenne des fédéralistes (UEF), le Néerlandais Hendrik Brugmans :

En effet, dans notre vision d'alors, le jugement ne pouvait pas être le même [qu'aujourd'hui], concernant une dictature conservatrice et un régime révolutionnaire aussi despotique qu'il fût. D'autre part, l'attachement à l'Union soviétique qui, pendant la guerre, avait payé le tribut le plus lourd à la victoire alliée, restait vif. Enfin, n'était-il pas probable que le Kremlin s'apercevrait vite qu'en transformant en Etats satellites des nations comme la Pologne libertaire, il s'attirerait les pires ennuis? ⁵

L'auteur ajoute qu'il paraissait plus évident aux yeux des fédéralistes d'exclure du futur ensemble européen des Etats comme l'Espagne de Franco ou le Portugal de Salazar que ceux de l'Est. La vision qu'ont les fédéralistes des communistes, même si elle est plutôt marquée par l'hostilité, dénote une certaine dose de fascination, à une époque où les différents partis communistes peuvent faire coïncider sans contradiction éthique révolutionnaire et engagement politique.

C'est la confusion habituelle entre marxisme et révolution qui irrite les fédéralistes, et qui oblige ces derniers à mettre en exergue les différences doctrinales qui les séparent du communisme : la contestation du matérialisme historique et celle de la « révolution » conçue comme le produit inévitable du mouvement de l'histoire, c'est-à-dire le fruit de l'évolution de l'« infrastructure » économique et sociale. De plus, aux yeux des fédéralistes, la révolution communiste ne paraît être que la seconde face de Janus du capitalisme. Dès lors, le marxisme ne se démarquerait pas d'une morale typiquement bourgeoise de divinisation des lois économiques, repérable dans les antécédents libéraux de cette doctrine : la planification ne serait que l'expression d'un productivisme dont il faut chercher les racines dans le capitalisme ennemi, l'étatisme ne serait qu'un parangon du capitalisme libéral élargi à l'échelle de l'Etat. Dans tous les cas de figure, le communisme ne serait tout au plus qu'un « capitalisme aggravé » ⁶.

Quelle place pour l'URSS ?

Cependant, cette opposition témoigne une fois de plus de l'importance dans les projets d'unité européenne de représentations nourries de la culture historique et des souvenirs du passé récent : l'Allemagne reste bien entendu le premier obstacle, encore que, d'après les fédéralistes, il reste franchissable, à condition de ne pas céder à l'hystérie ambiante, particulièrement en France. L'URSS est le deuxième obstacle, non pas encore pour des raisons idéologiques (bien que l'on sente poindre un rejet politique non encore affirmé), mais pour des raisons historiques et géographiques, qui rendent problématique son identité européenne, dans la lignée de ce qu'avaient déjà écrit certains auteurs et militants européens de l'entre-deux-guerres, tels que Hermann von Keyserling ou Richard de Coudenhove-Kalergi :

Dès que l'on évoque l'Europe, le problème russe s'impose d'emblée. Eternelle, vaine controverse ! L'URSS forme à elle-même une unité eurasiatique avec ses immenses territoires de Sibérie, de Mongolie et les pays occidentaux soumis à son influence. Personne ne peut déterminer par hypothèse la nature des liens qui l'uniraient à une Europe fédérée [...] ⁷.

La place de l'URSS dans une Europe unifiée est en effet un problème, rebondissant de période en période sans jamais être résolu : l'incarnation par ce pays, dans l'après-guerre, d'un communisme en apparence triomphant ne fait que rendre la question de son identité européenne encore plus vive. On peut cependant dire que le principal différend qui oppose communistes et fédéralistes dans l'après-guerre, d'abord de manière larvée, puis de plus en plus directement, reste d'ordre doctrinal. Pour bien éclairer ce point, un retour en arrière est nécessaire. Le fédéralisme est une approche politique qui n'est pleinement revendiquée que par une partie du socialisme historique : celui qui a été qualifié, pour mieux le déprécier, d'« utopique », puis celui que l'on a rangé sous le terme pratique d'« anarchie », expression schématique puisque Proudhon lui-même y avait renoncé dès les années 1860 ⁸, époque où

⁵ Henri BRUGMANS, *A travers le siècle*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes, 1993, p. 220. Même idée dans son article « L'unité de l'Europe », *Cahiers du monde nouveau*, 3, n° 6 (juillet [daté juin] 1947), pp. 191-97.

⁶ *Ordre nouveau*, n° 9, mars 1934, p. 4.

⁷ Raymond SILVA, « Au-delà des souverainetés nationales », *Cahiers du Monde nouveau*, 3, n° 6 (mars 1947), p. 164.

⁸ Lettre de Pierre-Joseph Proudhon à l'ami Milliet, 2 novembre 1862, cité dans Alain GREILSAMMER, *Les mouvements fédéralistes en France de 1945 à 1974*, Paris, Presses d'Europe, 1975, p. 190.

il a élaboré sa vision du fédéralisme⁹. De son côté, la IIe Internationale s'est appropriée le terme de « fédéralisme » à travers les écrits des sociaux-démocrates autrichiens Otto Bauer et Rudolf Hilferding et, surtout, de l'Allemand Karl Kautsky qui revendique dès 1911 les Etats-Unis d'Europe comme seule solution aux problèmes du moment. Mais cette vision progressiste et pacifiste se heurte, comme le reste, aux idées plus dogmatiques de Lénine¹⁰.

Les fédéralistes de l'après-guerre sauront, il est vrai, faire le distinguo entre Marx, à qui ils reconnaissent le mérite d'avoir élaboré une dialectique dans laquelle se reconnaît leur doctrine et mis sur pied une démarche explicative et dynamique aussi bien dans les secteurs politique que philosophique¹¹, et les marxistes, accusés de dénaturer cette approche pour en faire la caution d'un étatisme ainsi renouvelé et légitimé. Cette défiance de principe est pour beaucoup dans la vision fédéraliste des événements de l'après-guerre, qui va instinctivement les mener en peu de temps vers une hostilité affichée. D'ores et déjà, ce positionnement amène les fédéralistes à se méfier de tout et de tous, suivant la formule adoptée par la revue *Esprit* dès son premier numéro : « Nous refusons le mal de l'Orient et le mal de l'Occident »¹².

L'espoir d'une Europe Troisième Force pouvant intégrer Ouest et Est

Le fédéralisme comme réponse au chaos

Juste après la guerre, le projet fédéraliste a le vent en poupe, et se présente comme une réponse à l'aspiration apparente à la paix, entraînant pour l'Europe l'application de principes politiques inédits. L'Union européenne des fédéralistes est créée, le jour même de la clôture de la conférence de la paix à Paris, que ses participants quittent avec enthousiasme, tels le secrétaire d'Etat américain, James F. Byrnes :

With the close of the Assembly on December 16th, five days after the adjournment of the Council session, we were able to return to Washington believing that at last we had passed one important milestone on the long road to peace. The treaties [...] paved the way for the withdrawal of Allied forces from Italy, Bulgaria and Finland and the reduction of garnisons in Rumania and Hungary¹³.

Pour de nombreux thuriféraires, la fédération apparaît non seulement comme la seule manière de gérer les relations politiques, économiques et sociales, mais également, parce qu'elle serait pacifique¹⁴, comme la garantie qui permettrait aux deux géants de ne pas s'affronter¹⁵. Un pont entre l'Est et l'Ouest permettrait donc de rapprocher des pays apparemment coupées par la guerre: la Tchécoslovaquie pourrait être celui-ci, non seulement parce qu'elle conserve plus longtemps que les autres Etats de l'Est des chances apparentes de ne pas tomber dans l'escarcelle soviétique, mais parce que certains de ses dirigeants ont exprimé des idées qui semblent aller dans le sens supranational¹⁶. C'est le cas en particulier d'Edvard Benes, dont le livre *La Démocratie aujourd'hui et demain*¹⁷ fait l'objet d'un compte rendu dithyrambique dans les différentes revues fédéralistes : celles-ci croient toujours possible qu'un régime fédéral à l'Est puisse exister, et n'ont de cesse de relater les

⁹ Pierre-Joseph PROUDHON, *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution*, Paris, Brossard, 1921 ; *id.*, *La Fédération et l'unité en Italie*, Paris, E. Dentu, 1862.

¹⁰ Vladimir I. LENINE, « Sur le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe » (*Sozialdemokrat*, 23 août 1915), dans *Œuvres*, t. 21 : *Août 1914-décembre 1915*, Paris, Editions sociales, 1960. Des extraits ont été repris dans *L'idée européenne dans l'entre-deux-guerres*, Michel Dumoulin, Yves Stelandre (éds), Louvain-la-Neuve, Academia, 1992, pp. 25-29. Cf. Renato MONTELEONE, « Le ragioni teoriche del rifiuto della parola d'ordine degli Stati Uniti d'Europa nel movimento comunista internazionale », dans *L'idea dell'unificazione europea dalla Prima alla Seconda Guerra mondiale*, Sergio Pistone (éd.), Turin, Fondazione Luigi Einaudi, 1975, p. 83.

¹¹ Alexandre MARC et Robert ARON, *Principes du fédéralisme*, Paris, Le Portulan, 1948, pp. 78 et 84.

¹² Emmanuel MOUNIER, *Esprit*, 1, n° 1, octobre 1932, p. 36.

¹³ James F. BYRNES, *Speaking frankly*, New York, Harper, 1947, p. 154. Sur la création de l'UEF, Bertrand VAYSSIERE, « L'évolution et la diffusion de la doctrine fédéraliste dans l'après-guerre: l'exemple de l'Union européenne des fédéralistes », *Revue européenne d'histoire*, 9, n° 2, 2002, pp. 199-220.

¹⁴ Léon van VASSENHOVE, « Pourquoi, quand et comment fédérer l'Europe ? », *L'Action fédéraliste européenne* [dorénavant *L'AFE*], n°1 (novembre-décembre 1946), pp. 10-48.

¹⁵ *Ibid.*, p. 28.

¹⁶ Cet intérêt ne date pas de l'après-guerre : Raymond Silva, futur secrétaire général de l'UEF, s'arrête longuement sur la Tchécoslovaquie dans un essai écrit en 1942, notamment sur le projet de confédération polono-tchécoslovaque conçu en exil à Londres, à même selon lui de ressusciter l'ancienne Autriche-Hongrie. Voir *Au service de la paix : l'idée fédéraliste*, Neuchâtel, La Baconnière, 1946, pp. 181-89.

¹⁷ Neuchâtel, La Baconnière, 1944 : il s'agit de conférences faites par Benes à l'Université de Chicago entre février et mai 1939.

manifestations publiques qui semblent le confirmer¹⁸. Rappelons tout de même la prudence de Benes, dans une région de l'Europe où l'avenir est plus qu'incertain : ainsi qu'il le dit lors de l'inauguration des travaux du Parlement de Prague, le 28 octobre 1945 :

Après la première guerre mondiale, je me suis empressé de faire ressortir avec Masaryk qu'il était dans notre intérêt de nous conformer à l'esprit de la politique européenne et universelle et qu'il nous fallait chercher à intégrer notre caractère tchécoslovaque dans le cadre de l'histoire universelle [...] car l'histoire moderne devient de plus en plus celle du monde et non pas celle des divers peuples. Il va sans dire qu'en notre qualité de petit Etat, nous ne manquerons pas d'adhérer en premier lieu à l'orientation de l'Etat qui nous offre le plus de sécurité¹⁹.

Le plan de Benes pour l'Europe d'après-guerre est à l'image de ce sage positionnement, prudent et progressif : il imagine un système d'alliances régionales évoluant vers un ensemble plus intégré, suivant un terme indéterminé²⁰.

Les écrits fédéralistes démontrent cependant l'espoir sincère que suscitent ces prises de position²¹, espoir qui n'a que plus de résonance dans le contexte de raidissement qui annonce la rupture entre les deux Grands, en particulier après la création de la bizonie anglo-américaine. C'est avec encore plus de force que Brugmans affirme que le fédéralisme est le seul critère d'indépendance : dans la lettre qu'il fait parvenir, le 3 février 1947, au tout nouveau United Europe Movement de Winston Churchill, trois des cinq points évoqués portent sur ce combat contre le partage de l'Europe qui devrait souder tous les mouvements européens²².

Contre l'idée de « blocs »

C'est ainsi que les fédéralistes n'apprécient pas les déclarations qui vont dans le sens du partage de l'Europe, en particulier le discours de Churchill à Zurich (19 septembre 1946), dénoncé par la revue *L'Action Fédéraliste européenne* :

Il n'en reste pas moins que si l'on ne se résigne pas en droit au partage de l'Europe, il y a quelque danger à le consacrer en fait. C'est accorder une concession bien prématurée à un état de fait – qui n'est après tout que fonction d'un armistice existant et par conséquent ne saurait intrinsèquement participer de la notion de durée – que d'admettre, ne fût-ce qu'à titre d'hypothèse [...] qu'il est des peuples européens hors d'état d'adhérer à une fédération européenne. [...] Il ne s'agit pas de préserver une partie de l'Europe en sauvant des intérêts, mais il faut sauver le tout en défendant des principes²³.

Le mot même de « bloc » est constamment attaqué dans les revues fédéralistes, opposé à celui de « troisième voie ». Il s'agit donc de se défendre de partager le point de vue de Churchill, tout en reconnaissant le prestige de celui qui donne à l'Europe une caution morale sans précédent :

M. Winston Churchill apporte à l'idée fédéraliste européenne le prestige considérable de sa personne, de son influence, de son autorité. Les fédéralistes européens se félicitent de voir le glorieux ex-Premier consacrer le meilleur de son activité à une cause qui est la leur. Précisons toutefois que la volonté de l'UEF est de créer une Europe fédérée qui soit une 'société ouverte' à l'Est aussi bien qu'à l'Ouest²⁴.

Cette volonté est confirmée lors de la première conférence de l'UEF à Amsterdam (11-16 avril 1947), dont la motion de politique générale montre bien ce désir de ne pas s'engager :

L'UEF, voulant éviter que le monde ne se scinde en blocs hostiles [...] déclare qu'une Entente fédéraliste européenne est indispensable pour surmonter la politique des blocs, et éviter ainsi un nouveau conflit qui résulterait inévitablement du partage du monde en zones d'influence.

¹⁸ Léon VAN VASSENHOVE, « La Fédération européenne devant l'Amérique », *L'AFE*, n° 2, octobre 1946, pp. 7-28, relate le discours de Benes devant la Société des écrivains tchèques d'après le compte rendu qu'en fait le quotidien *Svobodné slovo* du 18 juin 1946, pp. 14-15 ; Frantisek GLASER, « La Tchécoslovaquie, trait d'union entre l'Ouest et l'Est », *L'AFE*, n°4, janvier 1947, pp. 32-45 ; jusque dans le n°10 de *L'AFE* (février 1948), on rapporte ce genre de déclarations rassurantes venant de Tchécoslovaquie, comme le discours du vice-premier ministre Petr Zenkl, président du Parti socialiste-national, en Bohême du Sud, p. 54.

¹⁹ Edvard BENES, *Inauguration des travaux du Parlement de Prague, message adressé par M. le Président Dr Edvard Benes à l'Assemblée nationale de la République tchécoslovaque*, Prague, Orbis, 1946, pp. 26-27.

²⁰ Edvard BENES, *La Démocratie*, pp. 214-15.

²¹ Henri BRUGMANS, « A l'échelle européenne », *Réforme*, du 25 janvier 1947.

²² Lettre de Brugmans, Marc et Nord aux membres de l'United Europe Committee, 3 février 1947: WL-124, ASCE ; cf. la lettre envoyée par Brugmans au *Daily Herald*, organe des travaillistes, pour attirer ce parti dans sa vision d'une troisième force sociale (mais aussi pour contrer Churchill), « The European Area », *Daily Herald*, du 9 avril 1947.

²³ « A propos du discours de Zurich de M. Winston Churchill » (éditorial), *L'AFE*, n° 2, octobre 1946, p. 5 et 6.

²⁴ « L'heure du fédéralisme européen », interview de Henri Genet, président de l'UEF, *L'AFE*, juillet 1947, p. 37.

Certains fédéralistes jugent même d'un mauvais œil l'aide américaine, qu'ils voient comme une tentative d'ingérence. Sans pour autant verser dans le philocomunisme, Brugmans se montre pessimiste :

Au fond, les Yankees ne s'intéressent guère à notre continent. [...] Mais alors... le fameux 'bloc occidental' ! Je suis d'avis que cette construction de rêve ne se réalisera jamais. [...] Il faut donc conclure que, dès à présent, l'Europe occidentale fait partie virtuellement de l'« espace vital » russe, ou plutôt qu'elle est une « irredenta » de l'URSS ²⁵.

Il s'agit de montrer le visage humain de cette URSS par une interprétation qui, aujourd'hui, laisse pantois :

[La direction soviétique] qui est au pouvoir maintenant [...], est d'inspiration beaucoup plus patriotique, moins internationaliste et, dans un sens, plus attachée, corps et âme, aux expériences et aux réalisations du « socialisme dans un seul pays ». Prenez un jeune diplomate soviétique d'à présent, c'est à peine s'il parle une ou deux langues étrangères. [...] Jusqu'à preuve du contraire, nous nous refusons de croire que Moscou veuille suivre la ligne du maximum des catastrophes. En revanche, nous constatons qu'en Finlande, en Tchécoslovaquie et ailleurs, l'occupation russe se fait discrète et ne travaille pas à imposer une domination communiste, laquelle serait interprétée comme une nouvelle expérience de Quisling ²⁶.

Il est amusant de comparer ce qu'écrit Brugmans de l'avantage apparent de voir des diplomates ne parler que leur langue d'origine, et les remarques faites sur le terrain par certains de leurs interlocuteurs, qui y voyaient plutôt une forme d'autisme volontaire permettant d'accentuer la rigidité des positions, allant précisément dans le sens inverse de ce que souhaitait le président de l'UEF ²⁷. Même aveuglement en ce qui concerne les réalisations du régime soviétique, à une époque où la propagande n'est pas remise en cause par l'esprit critique : l'une des organisations (françaises) à la base de la création de l'UEF, *La Fédération*, avant de céder plus tard à l'anticommunisme, n'hésite pas à s'ébahir devant les réussites du Plan quinquennal, « chef-d'œuvre de décentralisation administrative et d'économie planifiée » ²⁸. Notons tout de même que les fédéralistes ne sont pas tous convaincus par ces thèses. Denis de Rougemont doute ainsi de l'existence même de deux blocs :

Une première différence saute aux yeux, quand on compare le rôle de l'URSS et celui des Etats-Unis dans notre monde : c'est que nous avons chez nous un parti stalinien, qui prend ses ordres à Moscou, mais aucun parti trumanien qui voterait selon des directives envoyées par la Maison Blanche. [...] Par rapport à l'Europe, les intentions des deux empires ne sont pas davantage comparables. [...] Les communistes dans chaque pays sabotent notre reconstruction, les Américains la financent ²⁹.

Mais ce type de discours est encore isolé : les fédéralistes souhaitent dans leur ensemble ne pas rompre les ponts avec des pays européens dans lesquels ils croient encore possible de s'implanter, comme on peut le voir lors de la réunion d'Amsterdam. Douze pays sont représentés au cours de cette rencontre : huit délégations officielles (Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse), et quatre pays observateurs, dont deux de l'Est (Hongrie et Yougoslavie), totalisant plus de cent personnes. Même si les organisateurs de la rencontre insistent sur la représentativité des délégations constituées pour cette première réunion, ils n'en regrettent pas moins l'absence de « plusieurs pays, plus particulièrement ceux de l'Europe centrale et orientale », sans pour autant préciser les causes de cette absence. La lettre-circulaire qui fait le compte rendu de la rencontre précise seulement que les Tchécoslovaques ont été prévenus trop tard et que les fédéralistes autrichiens ont annoncé leur adhésion à l'UEF ... par télégramme. L'espoir de recruter des mouvements des pays de l'Est n'est cependant pas mort, puisque le point 2 de cette lettre - circulaire stipule, parmi les objectifs des fédéralistes :

Prospecter méthodiquement les pays européens, soit pour renforcer les liens déjà établis entre les mouvements adhérant à l'UEF et le Bureau exécutif, soit encore pour découvrir d'autres mouvements s'il en est, afin de préparer

²⁵ Henri BRUGMANS, « L'Allemagne et le fédéralisme européen », discours à la Société d'études et d'expansion, reproduit dans la revue *Synthèses* (Bruxelles, 1946, n° 8), et repris dans Hendrik Brugmans, *Vingt ans d'Europe : témoignages, 1946-1966*, Bruges, De Tempel, 1966, pp. 19-20.

²⁶ Henri BRUGMANS, « L'Allemagne et le fédéralisme européen », p. 24. On aura noté que l'Armée rouge a évacué la Tchécoslovaquie dès décembre 1945.

²⁷ Sarah M. TERRY, *Poland's Place in Europe : General Sikorski and the Origin of the Oder-Neisse Line, 1939-1943*, Princeton, Princeton University Press, 1983, pp. 328-29, note 43 à propos de la psychologie de l'ambassadeur Bogomolov.

²⁸ *Circulaires internes de La Fédération*, mars-avril 1945, p. 13.

²⁹ Denis de ROUGEMONT, « Choisir l'Europe » (article rédigé vers septembre 1947), repris dans *L'Europe en jeu*, Neuchâtel, La Baconnière, 1948, p. 55, ainsi que dans ses *Ecrits sur l'Europe*, vol. I^{er} : 1948-1961, Paris, La Différence, 1994, pp. 29-30.

et de faciliter leur adhésion, soit enfin pour aider à la création de mouvements fédéralistes dans les pays où il n'en existe pas encore, et, tout particulièrement, dans les pays de l'Est ³⁰.

Ainsi, le bilan que Jean Larmeroux fait des forces fédéralistes européennes, deux mois après Amsterdam, tient compte « que plusieurs mouvements [...] sont en voie de formation en Allemagne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie etc., dont nous espérons pouvoir enregistrer bientôt l'entrée au sein de l'Union Européenne des fédéralistes » ³¹.

Le premier point de la « motion de politique générale », définissant les « buts de l'Union européenne des fédéralistes », est en lui-même révélateur de l'état d'esprit de ceux qui souhaitent sauver les plans élaborés dans la Résistance. Il est dit « qu'une Entente Fédérale Européenne est indispensable pour surmonter la politique des blocs et éviter ainsi un nouveau conflit qui résulterait inévitablement du partage du monde en zones d'influence » : n'oublions pas que cette « politique des blocs » est d'actualité depuis que le Président américain Truman a précisé, le mois précédent (discours du 12 mars), les principes de sa nouvelle politique du *containment*. La motion de politique générale s'attarde longuement sur le pays même qui symbolise la coupure grandissante entre anciens Alliés : l'Allemagne. Au demeurant, les principaux intéressés sont absents, ce que relève d'ailleurs la motion : les délégués allemands n'ont en effet pas pu se rendre à cette rencontre, les autorités d'occupation ne leur ayant pas accordé le droit de se déplacer jusqu'à Amsterdam.

On peut par conséquent tenir les propos de l'UEF pour exagérément optimistes, puisque les récentes déclarations ou initiatives de « fédérations régionales » ou, plus exactement, de regroupements régionaux, sont toutes belliqueuses, que ce soit le traité de Dunkerque du 4 mars ou la « doctrine Truman » du 12. Mais tout espoir n'est pas encore mort chez les fédéralistes de réaliser quelque chose sur l'ensemble du continent. En effet, dans l'attente du Congrès de l'UEF qui devra se tenir en août à Montreux, est mis en chantier un projet de statut apte à donner au mouvement une force supplémentaire ³². En même temps, les timides avancées esquissées en direction des pays de l'Est sont confirmées, le président du Bureau exécutif, Hendrik Brugmans, ayant pour charge d'établir des rapports avec les fédéralistes de ces pays ³³.

Entre militantisme et résignation : fédérer les forces fédéralistes

La recherche de contacts dans l'urgence

Cependant, l'évolution des relations internationales au cours de l'année 1947 ne peut être ignorée des fédéralistes et, fût-ce à leur corps défendant, la radicalisation de la guerre froide et les implications qu'elle a dans la formation d'une entité occidentale sont prises par eux comme un élément d'affirmation de l'idée fédérale :

L'offre sensationnelle du secrétaire d'Etat américain, le général Marshall; le discours si significatif de Bevin; la rencontre Bevin-Bidault; les démarches accomplies par Clayton; autant d'indices, parmi d'autres, de l'ascension du problème fédéraliste au premier plan de l'actualité politique ³⁴.

Cette opinion d'Alexandre Marc, formulée quelques jours après le discours du secrétaire d'Etat Marshall, montre que les esprits fédéralistes ont bien évolué depuis le congrès d'Amsterdam : on voit d'un autre œil une aide américaine dont on se méfiait il y a peu. Les Etats-Unis eux-mêmes ont changé d'attitude : hostiles au départ, les officiels américains, à l'image de leur Président, adoptent une attitude de plus en plus conciliante à l'égard des européens, dans la foulée du sénateur Fulbright. Si les conséquences de ce choix sur la géostratégie européenne ne sont pas encore bien perçues par les fédéralistes, l'adhésion ou le refus de l'aide Marshall représentent un engagement sans ambiguïtés pour un camp contre l'autre. Dans un article intitulé « La proposition Marshall et l'opinion », *Le Monde* résume ainsi cette alternative :

Les hésitations, les pusillanimités qui ont empêché jusqu'à présent tout rapprochement européen devront faire place à une prise de parti, ceux qui veulent se regrouper devant le faire, s'il est vrai que la proposition de M.

³⁰ Alexandre MARC, Henri KOCH, Lettre-circulaire n° 8, Paris, du 25 avril 1947: WL-124, ASCE.

³¹ Jean LARMEROUX, « Bilan des forces fédéralistes européennes », *Cahiers du Monde Nouveau*, n° 6, juillet 1947, p. 241.

³² Alexandre MARC, Lettre-circulaire n° 9, du 29 avril 1947: WL-124, ASCE.

³³ Ce désir d'établir des contacts à l'Est de l'Europe est d'ailleurs officialisé dans une brochure éditée par le secrétariat de l'UEF en mai 1947, (*Fédérer les fédéralistes*: WL-124, ASCE).

³⁴ Alexandre MARC, Lettre-circulaire n° 11, du 18 juin 1947: WL-177, ASCE.

Marshall exige une réponse et que nous ne sommes pas prêts, nous ni beaucoup d'autres, à renoncer à l'aide américaine³⁵.

La survie passe par les Etats-Unis, et donc, de plus en plus, par l'opposition à l'URSS...

Néanmoins, jusqu'au Congrès de Montreux du mois d'août, des tentatives de rapprochement sont faites par les dirigeants de l'UEF, au cours de divers voyages dans les pays qui ne sont pas encore totalement fermés. Il est intéressant de voir comment le président Brugmans, mandaté par l'UEF pour réussir ce rapprochement, décrit son passage de l'espoir à la désillusion. Comme se le rappelle Hendrik Brugmans,

il fallait [...] garder des ouvertures sans forcer aucun conflit. En tout cas, que les pays en question faisaient partie de la même culture que nous, nous n'avions aucun doute à cet égard. Le 'Rideau de Fer' dont on commençait à parler en 1946 n'était que la ligne de démarcation au-delà de laquelle l'Armée rouge n'avait pu avancer, de peur de déclencher une guerre nucléaire au moment où seule l'Amérique possédait l'arme atomique³⁶.

Sa correspondance montre que l'essentiel des efforts de prospection effectués par Brugmans portent sur la Tchécoslovaquie qui semble, en 1947 encore, épargnée par la satellisation. Cet espoir tchécoslovaque va d'ailleurs durer jusqu'à l'extrême limite, puisqu'un article de *L'Action fédéraliste européenne* de février 1948 parlera encore du « sens de l'Europe » de ce pays, qui peut encore être converti à « la bonne parole fédéraliste »³⁷, au moment même où s'opère le « coup de Prague ». Un premier contact épistolaire est établi en avril 1947, où Brugmans montre son intention d'établir des liens solides avec certaines organisations alors en place à Prague, essentiellement mondialistes, à l'exemple de l'Assemblée tchécoslovaque pour les Nations unies. Il écrit, le 24 avril: « Afin de préparer [le congrès de Montreux], mon ami Alexandre Marc, secrétaire général de l'UEF et moi-même viendrons à Prague, et développerons nos contacts »³⁸. Le premier voyage se passe plutôt bien, comme le dit Brugmans lui-même:

J'ai été deux fois à Prague cette année-là. [...] La première fois au début du printemps 1947. On pouvait approcher toute sorte de gens; tout le monde parlait ouvertement. J'expliquai notre plan : une fédération européenne, ouest et est, de sorte que ni Moscou, ni Washington n'y verraient de danger. L'Europe, 'Suisse du monde'. Balkaniser ou helvétiser ? Telle était la question. Mon but annexe, pratique, immédiat, était de décider l'Assemblée tchécoslovaque pour les Nations unies à adhérer à l'UEF. Je regagnais non sans espoir notre quartier général du Palais Wilson à Genève³⁹.

Les premiers contacts ayant été satisfaisants, les dirigeants fédéralistes projettent un second voyage pour le mois de juillet, où l'on espère emporter définitivement l'adhésion des mouvements tchécoslovaques. Dans les archives de l'UEF, on trouve certaines lettres venant des pays de l'Est, souhaitant ces contacts⁴⁰ et montrant que la coupure n'est pas encore certaine. Le 14 juin 1947, Brugmans écrit ainsi une lettre à l'ambassadeur de Pologne, où il parle d'une visite faite « il y a plusieurs semaines » dans ce pays, et demande à venir de nouveau en juillet pour prospecter:

Depuis que nous existons nous avons combattu vivement toute tentative de bloc occidental, mais il serait d'autant plus inadmissible que dans ces conditions les pays de l'Est européen nous abandonnassent. Ce serait vraiment apporter de l'eau au moulin de nos pires adversaires⁴¹.

La direction de l'UEF s'apprête donc à faire un nouveau voyage qui l'amènerait en Tchécoslovaquie et en Pologne, comme le montre cette lettre enthousiaste de la fédéraliste britannique Frances Josephy à Brugmans, empreinte d'une certaine bonhomie : « Nous [elle-même, Brugmans et Marc] pourrions probablement nous envoler d'ici vers Prague ou... où allons-nous en Pologne ? Je l'ai suggéré à Marc, et j'ai ajouté, au cas où il voudrait réserver nos places, surtout pas Air France ! »⁴².

³⁵ *Le Monde*, du 12 juin 1947.

³⁶ Henri BRUGMANS, *A travers*, p. 221.

³⁷ « Tchécoslovaquie », *L'AFE*, n°10, février 1948, p.54.

³⁸ Lettre à Vaclav Benes, 24 avril 1947: WL-99, ASCE.

³⁹ *Liber amicorum, Henri Brugmans: Au service de l'Europe*, Amsterdam, Fondation européenne de la culture, 1981, p. 30.

⁴⁰ Lettre de Roumanie (Timisoara) souhaitant créer des liens « fédéraux », 28 mai 1947, ainsi que de Pologne, 23 juin 1947: WL-99, ASCE ; lettre du Central European Federal Club de Rome, signée I. Leppik, M. Krek, J. Poniatowski, et adressée à Hendrik Brugmans, 22 août 1947, ME-1, ASCE.

⁴¹ Lettre à S. E. le ministre de Pologne, 14 juin 1947: WL-99, ASCE.

⁴² Lettre à Hendrik Brugmans, 15 juin 1947: WL-99, ASCE.

Juste avant le départ projeté, Hendrik Brugmans adresse une lettre au plus haut dignitaire de l'Etat tchécoslovaque, Edvard Benes (également contacté par d'autres européens, tels que Joseph Retinger⁴³) :

Pour nous, la solidarité européenne entre les pays de l'Ouest et de l'Est n'est pas un sujet de discussion, c'est une des bases même de notre doctrine. C'est dans cet esprit que j'ai fait une première visite à votre pays en avril de cette année à la veille de notre congrès d'Amsterdam. [...] Puisque nous organisons du 27 au 31 août notre congrès de Montreux, qui sera certainement une manifestation puissante de solidarité européenne et fédéraliste, je me propose de faire au nom de notre Bureau exécutif un deuxième voyage de prospection⁴⁴.

En fait, cette seconde visite laisse, contrairement au premier voyage, un goût amer à Hendrik Brugmans:

Mais lors de ma seconde visite en août, il n'y avait plus moyen d'obtenir des contacts et la veille de l'ouverture de notre congrès de Montreux, un télégramme de l'ambassade de Berne nous ôta tout espoir : il n'y aurait pas de délégation tchèque parmi nous. Je dus récrire un passage de mon discours d'ouverture: 'unité européenne sans l'Europe de l'Est mais pas contre elle'. Le coup d'Etat communiste de Prague en février 1948 ne pouvait plus nous surprendre⁴⁵.

Ce que Brugmans oublie de préciser, c'est que tous les observateurs ont pu faire le constat que « l'ouverture » des pays de l'Est était terminée avec leur rejet de la proposition Marshall. Celui des fédéralistes qui voit dans la proposition du secrétaire d'Etat américain le plus d'opportunités est bel et bien Altiero Spinelli. Ce dernier s'était mis en retrait de l'action fédéraliste, dès la Libération, pour tenter l'aventure du *Partito d'Azione*, aventure qui avait échoué lorsque Ferruccio Parri, de plus en plus isolé politiquement, avait dû en décembre 1945 laisser la présidence du Conseil à Alcide de Gasperi. La proposition Marshall va relancer sa vocation fédéraliste. Spinelli, en rupture de fédéralisme depuis la Libération, explique rétrospectivement son « réengagement » par un certain réalisme: « *Quelle a été votre réaction immédiate au discours de Harvard ?* Ce que j'ai immédiatement compris, c'est qu'avec le discours de Marshall, le thème de l'unification européenne était rouvert en termes d'action politique effective [...] »⁴⁶. Le ton est donné : plus besoin de se faire des illusions sur les chances d'une Europe-Troisième force. Spinelli parie donc sur la bonne volonté des Etats-Unis et la fragilité d'Etats qui seront vite dépassés par l'effet de débordement induit par l'aide américaine.

Le « partage des eaux »

Chacun des fédéralistes peut percevoir les potentialités contenues dans le Plan Marshall, mais aucun ne renonce pour l'instant, de manière officielle, à la ligne qui semblait s'imposer depuis la fin de l'année précédente. La citation déjà rencontrée d'Alexandre Marc résume cependant à elle seule cette attitude ambiguë : on fait semblant de croire que les événements de l'année 1947, qui culminent avec l'offre Marshall, vont dans le sens de l'unité européenne ; on se garde cependant bien d'en préciser le contenu, seul Spinelli semblant énoncer les règles d'une « Europe à plusieurs vitesses ». Les congressistes présents lors du premier Congrès de l'UEF à Montreux (27-31 août 1947) sont conscients de l'importance de leur démarche et déterminés à amoindrir leurs différences. Ainsi que le proclame la « Motion de politique générale »:

Pour la première fois dans l'histoire, tous les mouvements fédéralistes européens se sont groupés en une seule association, pour faire entendre leur voix, la voix même de l'Europe. L'Europe est en danger, elle a besoin du concours du reste du monde, mais son salut ne viendra que d'elle-même⁴⁷.

Il s'agit de forger un corps de doctrine adapté au combat fédéraliste, tout en faisant connaître au plus grand nombre possible de personnes l'action engagée depuis la Libération. Le discours de Spinelli détonne : on peut y trouver les traces de ce fédéralisme « opportuniste » qui se complaît moins

⁴³ Joseph RETINGER, *Memoirs of an Eminence Grise*, John Pomian (ed.), Londres, Sussex University Press, 1972, p. 258. Retinger rencontrera en fait Masaryk, après avoir au préalable prévenu de cette visite l'ambassadeur soviétique à Londres, Bogomolov.

⁴⁴ Lettre à Edvard Benes, 29 juillet 1947: WL-99, ASCE.

⁴⁵ *Liber Amicorum*, p. 30. Dans son autobiographie, Brugmans se rappelle avoir fait, après ce refus, une visite à l'ambassadeur d'URSS à La Haye pour qu'il puisse convaincre son gouvernement des erreurs qu'il fait en empêchant tout rapprochement fédéraliste, rencontre au cours de laquelle il aurait formulé cette phrase sans équivoques: « [...] en coupant l'Europe occidentale du tronçon [de l'Europe] centrale-orientale, vous nous poussez, inéluctablement, dans les bras de l'Amérique », *A travers*, p. 258.

⁴⁶ « Interview d'Altiero Spinelli », [annexe à :] *Le Manifeste de Ventotene*, Lyon, Institut d'Etudes Fédéralistes, 1988, p. 70.

⁴⁷ « Motion de politique générale », dans *Rapport du premier Congrès annuel de l'UEF, 27-31 août 1947, Montreux (Suisse)*, Genève, Union européenne des fédéralistes, 1947, p. 132.

dans la théorie (on connaît son rejet des abstractions), mais qui a pour avantage de prendre en compte de manière plus nette le contexte politique. On peut dire qu'avec Spinelli, la guerre froide fait une entrée remarquée dans des débats qui jusqu'ici l'avaient ignorée. Sans jamais le formuler directement, Spinelli affirme que l'action fédéraliste n'est plus possible qu'en Occident :

[...] Le problème de la fédération européenne se pose aujourd'hui comme un problème à solution partielle et s'élargissant progressivement. La perte d'une notable fraction d'indépendance de la part des Etats européens, et la nécessité pour plusieurs d'entre eux de suivre soit dans la politique extérieure soit dans la politique intérieure des voies obligatoires fixées par des puissances plus fortes qu'eux, rend pratiquement impossible la lutte pour une fédération embrassant tous les Etats de l'Europe⁴⁸.

Prenant le contre-exemple de la Tchécoslovaquie et de la Grèce, Spinelli estime que l'action européenne n'est possible que dans des « Etats démocratiques », ce qui l'amène à dire tout haut ce qu'il n'avait pas formulé jusque-là : « Nous ne pouvons et nous ne voulons pas tenir voilé le fait que les pays capables de prendre des initiatives européennes se trouvent aujourd'hui exclusivement ou presque dans la zone occidentale ou, pour ainsi dire, 'américaine' de l'Europe »⁴⁹. A partir de ce constat, Spinelli montre la voie à suivre : profiter de l'opportunité récente de l'aide Marshall pour lancer l'unité européenne... à l'Ouest.

Quelle est l'attitude des congressistes de Montreux vis-à-vis des pays de l'Est ? Dans le procès-verbal de la réunion du Bureau Exécutif de l'UEF (31 août 1947) à Montreux est mentionné le désir des « fédéralistes émigrés des pays de l'Est » de se joindre au mouvement. Dès lors, il s'agit d'accepter dans ses rangs des groupes de réfugiés (roumain, bulgare et yougoslave), dont le rôle est essentiellement, aux yeux des fédéralistes, de rappeler que la coupure Est/Ouest n'est pas irrémédiable. Le président Brugmans garde en charge la question des relations avec les pays de l'Est, fonction désormais hautement symbolique: l'attitude de moins en moins ambiguë des autorités communistes pousse l'UEF à choisir entre les deux camps. Certaines déclarations des dirigeants fédéralistes, au congrès et dans la presse, sont en effet sans ambiguïtés : pour Brugmans,

l'unité reste la seule force de l'Europe et sa dernière chance. Nous aurions été beaucoup plus forts, il est vrai, si l'Union soviétique n'avait interdit aux pays de l'Est de joindre leurs efforts aux nôtres. En faisant échouer la conférence des Trois, M. Molotov a singulièrement affaibli le potentiel européen. Il a cristallisé une concentration occidentale⁵⁰.

L'idée d'une Europe – Troisième Force s'éloigne imperceptiblement, et un choix s'impose de manière de plus en plus pressante. La « Motion de politique générale » adoptée à Montreux reste cependant mesurée, ménageant l'avenir :

La fédération ainsi amorcée doit rester ouverte à tous les peuples, même à ceux qui momentanément, pour des raisons intérieures ou extérieures, ne peuvent y participer. [...] Commencer l'effort de rassemblement à l'Occident européen signifie, pour l'Ouest, échapper aux risques de devenir l'objet d'une politique de puissance⁵¹.

L'acceptation provisoire de la partition européenne s'applique au pays le plus touché par les effets de la guerre froide, comme le reconnaît à demi-mot la « Motion sur la question allemande »⁵².

C'est le « coup de Prague » (25 février 1948) qui sert de révélateur dans cette lente prise de conscience, donnant un sens à la notion d'Occident, aussi bien dans les titres de la presse fédéraliste que nationale : « Le coup d'Etat de Prague a provoqué le réveil de l'Occident. Celui-ci n'en est qu'au commencement de l'effort d'organisation qui s'impose à lui. Surtout qu'il ne se rendorme pas, comme il s'est rendormi, après la violation du pacte de Locarno ou après l'accord de Munich ! »⁵³. Deux ans plus tard, Henri Frenay redira combien cet événement a marqué les esprits, y compris et peut-être surtout de ceux qui voulaient faire l'Europe. C'est bel et bien le « coup de Prague » qui est désigné comme l'événement marquant la naissance du « 38° parallèle européen », signifiant l'abandon des rêves de la Résistance⁵⁴.

⁴⁸ Discours d'Altiero Spinelli au Congrès de Montreux, 27 août 1947, p. 2: AS-10, ASCE (discours non reproduit dans *Rapport*).

⁴⁹ *Ibid.*, p. 2.

⁵⁰ « Le Congrès des fédéralistes européens s'est ouvert à Montreux », *Journal de Genève*, 29 août 1947.

⁵¹ « Motion de politique générale », dans *Rapport du premier Congrès*, p. 134.

⁵² « Motion sur la question allemande », *ibid.*, p. 128.

⁵³ André FRANÇOIS-PONCET, « L'Occident s'est réveillé. Qu'il ne se rendorme pas ! », *Le Figaro*, du 30 mars 1948.

⁵⁴ Henri FRENAY, « Nous montrerons le chemin », 19 octobre 1950, IIIe Congrès de l'UEF à Strasbourg, p. 14: WL-122, ASCE.

C'est une véritable prise de conscience qui commence à changer les plans de l'UEF : en réaction à cette déchéance programmée, le réflexe est de s'inventer une « solidarité européenne » nouvelle, cette fois en réaction contre les tentatives d'hégémonie communiste, glissement qui oblige à ne plus rêver l'Europe que réduite⁵⁵.

Conclusion

Selon Antoine Fleury et Robert Frank, la guerre froide a joué un rôle négatif dans la construction européenne en évacuant, deux ans après la fin de la guerre, « toute une série de représentations, de visions concernant l'Europe à construire, telles qu'elles avaient été échafaudées dans les mouvements de résistance ou les camps de prisonniers »⁵⁶. On pourrait très bien appliquer cette chronologie et cette analyse aux fédéralistes, en constatant que la guerre froide « dénature » leur vision européenne en très peu de temps : renonciation à unifier l'ensemble du continent qui va aller en s'affirmant ; ce faisant, acceptation d'une aide qui, deux ans auparavant, aurait été jugée comme une ingérence ; conséquence suprême : ce fédéralisme, qui ne se voulait qu'une plate-forme pluraliste, abandonne toute idée neutraliste en revendiquant les bienfaits de l'aide américaine et en vient à avouer un anticommunisme latent. L'obligation de choisir n'est évidemment pas mise en avant de manière ostentatoire, et c'est souvent par des voies détournées, surtout au cours des années 1947-48, que les fédéralistes finissent par proclamer leur attachement à un camp contre l'autre. C'est au nom du « réalisme », qui va si peu aux idéologies naissantes, et en fustigeant ceux qui ne savent pas choisir, en particulier les pacifistes, que l'UEF change de cheval de bataille⁵⁷.

Le détachement de l'UEF vis-à-vis du pacifisme ou du neutralisme annonce une nouvelle période pour les fédéralistes, celle où ils abandonnent l'option initiale qui consistait à refuser le choix entre l'Est et l'Ouest. La « campagne des congrès européens », qui permet la médiatisation du fédéralisme dans l'après-guerre, est le reflet de cette gêne, de cette immixtion constante de la guerre froide dans les débats, dans laquelle certains voient le signe de l'inféodation des fédéralistes⁵⁸. Une étude de ces congrès permet une lecture des événements, de la représentation que l'on en a et des répercussions qu'ils ont sur la formation « à chaud » d'une doctrine encore balbutiante. Cette étude nous fait connaître, parallèlement, les ambitions des fédéralistes et la manière dont ils comptent masquer leurs différences idéologiques en renforçant la première structure créée en décembre 1946. C'est ainsi que l'année 1947 a des résonances contradictoires chez les fédéralistes européens : amenuisement des chances d'une intégration européenne du fait du déclenchement de la guerre froide d'une part, croissance des effectifs signe de la bonne réception de leurs idéaux d'autre part (l'UEF revendique plus de 100.000 adhérents en Europe à partir de cette année). L'organisation fédéraliste s'engage dans la voie du partage européen, puisque les contingences de plus en plus réelles du rideau de fer réduisent l'action à la partie occidentale du continent. Aux années de tâtonnements de l'immédiat après-guerre succèdent alors les possibilités inédites offertes par les premiers effets de la radicalisation des relations Est/Ouest : même si ce nouvel élan va être mis à profit par certains fédéralistes qui ont conscience des effets bénéfiques qu'il peut apporter (Spinelli au premier chef), on ne peut que constater, à travers leur opportunisme et leur choix, la fin d'une utopie, celle d'une Europe proprement « européenne ».

⁵⁵ Commission pour l'intégrité de l'Europe, sous la direction du Roumain Gabriel Badarau, en particulier le procès-verbal de la séance constitutive du 20 décembre 1948: WL-140, ASCE.

⁵⁶ Antoine FLEURY, Robert FRANK, « Le rôle des guerres dans la mémoire des Européens », dans *Identité et conscience européennes au XXe siècle*, René Girault (éd.), Paris, Hachette, 1994, pp. 149-56.

⁵⁷ Mémoire sur la préparation du Congrès de La Haye pour l'unité européenne, 22 janvier 1948: AS-11, ASCE.

⁵⁸ Voir en particulier le n° 11 d'*Esprit*, 16, novembre 1948, entièrement consacré à cette question.